

# La guerre de quarante jours :

## Rivalités entre puissances et catastrophe sociale

par Sara Selami<sup>1</sup>

### 1. Les ravages de la guerre

Le cessez-le-feu actuellement en place reste fragile, et son issue reste incertaine. Et cela d'autant plus qu'un blocus maritime des ports iraniens a été mis en place par les États-Unis. C'est, à ce jour, l'un des affrontements capitalistes les plus déterminants du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les conséquences de cette guerre pèsent déjà lourdement sur la vie des peuples, et notamment des travailleur.euse.s, en Iran, au Liban, dans l'ensemble de la région et bien au-delà. Il ne s'agit pas simplement d'un affrontement militaire régional, mais d'un choc durable dont les effets sociaux, économiques et politiques se feront sentir pendant de longues années.

La guerre a été inaugurée par le bombardement d'une école primaire à Minab, où cent vingt enfants ont été massacrés. De nombreux lieux de travail ont été pris pour cibles : installations pétrolières, raffineries, usines pétrochimiques et sidérurgiques, centrales électriques, routes, ponts, ports, aéroports, hôpitaux, centres scientifiques, écoles, universités, monuments historiques et quartiers résidentiels ont été frappés. Près de 2 000 civil.e.s ont été tué.e.s et plusieurs milliers d'autres blessé.e.s. En plus des morts directes provoquées par les bombardements, la fermeture de nombreux sites de production a entraîné un chômage massif et une chute brutale des revenus pour des millions de familles ouvrières.

Avec cette guerre, le pouvoir d'achat de la majorité de la population a subi un nouveau choc. Si l'approvisionnement en biens essentiels se maintient dans l'ensemble, les prix, déjà insupportables avant la guerre, se sont encore envolés.

La coupure massive d'Internet imposée par la République islamique a également frappé de plein fouet les plateformes numériques, le commerce en ligne et les services connectés, secteurs dont dépendaient les revenus de 11 millions de personnes. Une grande partie d'entre elles se retrouve aujourd'hui sans ressources. Même dans l'hypothèse d'un retour à une situation plus stable, la reconstruction du pays pourrait prendre entre 10 et 15 ans, tandis qu'environ 2 millions de personnes risquent de rester durablement au chômage.

Sur le plan politique et social, la guerre a renforcé l'appareil répressif du régime. Le climat sécuritaire créé par la guerre a permis au pouvoir de suspendre ou d'étouffer les protestations sociales. La répression contre les syndicalistes, les prisonnier.e.s politiques et les activistes sociaux s'est intensifiée drastiquement. Les exécutions sont devenues quasi quotidiennes, et des dizaines de personnes sont arrêtées chaque jour.

La guerre et la décapitation du pouvoir n'ont pas provoqué l'effondrement du régime ; au contraire, elles lui ont permis de reconstituer une nouvelle cohésion interne et de durcir encore son contrôle sur la société.

Au Liban aussi, les frappes israéliennes ont complètement détruit le sud du pays, une grande partie de Beyrouth et des infrastructures civiles. Plus de 2 500 personnes ont été tuées et l'effondrement économique, en cours depuis plusieurs années, a été accentué. Là aussi, des milliers de travailleur.euse.s ont perdu leur emploi. Les déplacements massifs de population

---

1 Sara Selami est militante de Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) <http://www.iran-echo.com/>  
Intervention lors d'une réunion publique organisée à Rouen, le 28 avril 2026

ont encore fragilisé les conditions de vie des familles populaires. Les travailleur.euse.s migrant.e.s présent.e.s au Liban, sans protection sociale, souvent sans possibilité de déplacement ou de retour, ont subi de plein fouet les conséquences de la guerre. Comme en Iran, dans l'ensemble de la région, la guerre a servi de prétexte au renforcement du contrôle sécuritaire, à la limitation des mobilisations sociales et à l'affaiblissement supplémentaire des capacités d'organisation collective du monde du travail.

Mais les effets destructeurs de cette guerre ne se limitent pas à l'Iran et au Liban. L'extension des frappes militaires iraniennes aux pays du sud du Golfe a plongé des milliers de travailleur.euse.s dans la précarité. En plus des mort.e.s sous les bombardements, de nombreux travailleur.euse.s migrant.e.s — déjà privé.e.s de droits sociaux et économiques — y ont perdu leur emploi et ont été abandonné.e.s à leur sort.

À l'échelle mondiale, cette guerre a aggravé la crise énergétique et accéléré l'inflation. La fermeture du détroit d'Ormuz a produit une paralysie significative. Cela ne perturbe pas seulement les flux mondiaux de pétrole et de gaz, mais aussi le commerce des produits alimentaires et des engrais. Environ un tiers du commerce mondial de matières premières destinées à l'agriculture transite par Ormuz. Le Programme alimentaire mondial a averti que, si cette situation se poursuivait, jusqu'à 45 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'insécurité alimentaire aiguë. Près des deux tiers de ces personnes se trouvent en Afrique et en Asie, principalement dans les pays les plus pauvres et les plus dépendants, comme le Niger, le Tchad, le Mali, le Soudan, la Somalie ou l'Éthiopie.

Au Nigeria, par exemple, le prix du carburant a augmenté de plus de soixante pour cent, et les coûts de transport ont presque doublé, ce qui a directement provoqué une hausse du prix des denrées alimentaires. Le Programme des Nations unies pour le développement estime que la guerre et la paralysie du passage par Ormuz pourraient replonger plus de 30 millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

La hausse du prix de l'énergie se transmet directement à l'ensemble de l'économie mondiale. Dans des pays comme l'Inde, la Turquie, l'Égypte, le Pakistan ou le Sri Lanka, les populations subissent déjà la hausse des carburants, l'augmentation du prix des produits alimentaires, l'explosion des coûts de transport et la dévaluation monétaire. Bref, les conséquences de cette guerre appauvrissent profondément la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

## **2. Israël et l'Iran : une rivalité régionale**

Si l'on veut comprendre les origines du conflit israélo-iranien, il faut d'abord éviter une confusion assez fréquente. Certes, les destructions massives des infrastructures civiles en Iran rappellent ce que l'on voit au Liban, et plus encore à Gaza. On y retrouve la même violence extrême, des bombardements de grande ampleur, la destruction des fondements industriels, médicaux, énergétiques et logistiques, ainsi que des habitations. Mais malgré ces ressemblances dans les formes de destruction et de massacre des populations civiles, la guerre israélienne contre l'Iran n'a pas la même nature politique que celle menée contre ses pays voisins.

### **2a. La spécificité du cas iranien**

La différence ne tient pas seulement au rôle des États-Unis, même si ce rôle est central. Au Liban et en Palestine, les États-Unis n'interviennent pas directement sur le plan militaire. Ils arment, financent, protègent Israël et le laissent agir selon ses propres objectifs et désirs. Dans le cas iranien, en revanche, l'implication américaine est directe. Ce sont les États-Unis qui fixent le cadre général du conflit, ses priorités, ses limites et son calendrier, tandis qu'Israël agit

largement comme un partenaire et un relais stratégique. Je reviendrai plus tard sur cette dimension américaine du conflit.

La différence essentielle est surtout d'ordre politique et historique. Les guerres menées par Israël en Palestine — et particulièrement à Gaza — relèvent d'une logique coloniale et territoriale de longue durée. Il s'agit d'un colonialisme de peuplement : conquête de terres, occupation, extension des frontières, transformation démographique et nettoyage ethnique allant jusqu'au génocide. Au Liban, c'est la logique territoriale-sécuritaire qui opère, notamment dans les zones frontalières.

## **2b. Une lutte pour l'hégémonie régionale**

Dans le cas de l'Iran, il ne s'agit ni d'une guerre coloniale ni d'un projet d'occupation territoriale. L'Iran et Israël n'ont pas de frontière commune et ils ne se disputent pas un territoire. Il s'agit d'une rivalité entre deux puissances régionales concurrentes.

Chacune cherche à empêcher l'autre d'imposer son hégémonie au Moyen-Orient. La domination de l'une se fait nécessairement au détriment de l'autre. La logique du conflit porte donc sur la place de chacune dans l'ordre régional, sur sa capacité à définir les règles du jeu politique, sécuritaire et stratégique de la région.

L'objectif principal d'Israël vis-à-vis de l'Iran est donc l'affaiblissement durable — voire la destruction — des capacités d'un rival stratégique. Cela passe par la destruction massive des infrastructures du pays : non seulement les capacités militaires, mais aussi les infrastructures industrielles, technologiques, scientifiques, logistiques, et même médicales, éducatives et résidentielles. Il s'agit de réduire la puissance structurelle de l'adversaire.

L'Iran, de son côté, utilise également, dans la limite de ses propres capacités militaires, une logique de frappe contre les infrastructures non seulement militaires, mais surtout civiles. Là aussi, l'objectif est l'usure de la capacité adverse.

Autrement dit, la guerre israélienne contre l'Iran vise la neutralisation d'une puissance régionale capable d'influencer un ordre moyen-oriental dominé par l'axe américano-israélien. C'est cette place revendiquée par l'Iran dans l'ordre régional qui constitue le fond réel de la confrontation.

Il faut voir aussi que la rivalité entre l'Iran et Israël ne peut pas être réduite à une succession de crises militaires ponctuelles. Elle doit être comprise comme une rivalité structurelle multidimensionnelle. On peut ajouter qu'elle s'enracine dans les transformations géopolitiques de l'après-guerre froide, dans l'effondrement de l'ordre bipolaire et dans les recompositions qui ont suivi au Moyen-Orient, mais c'est un autre débat. Il faut tout de même rappeler que, dans les années 1980, pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'Iran et Israël ont collaboré : Israël vendait des armements à la République islamique. La destruction de l'Osirak — centrale nucléaire irakienne — aurait été le fruit de leur collaboration en matière de renseignement militaire.

Depuis sa création, Israël a fondé sa sécurité sur deux piliers : la supériorité militaire permanente et l'alliance stratégique avec des puissances occidentales, en particulier les États-Unis. Sa « raison existentielle » dépend d'un environnement régional où aucun rival ne peut atteindre un niveau de puissance comparable.

À l'inverse, la République islamique d'Iran a progressivement développé une politique visant à construire une profondeur stratégique dans son environnement régional. Cela passe par un réseau d'alliances, d'influences et de relais politiques dans plusieurs pays de la région — ce qu'elle appelle « l'axe de la résistance ».

Même sans confrontation directe permanente, on a affaire à une rivalité durable où chaque camp cherche à empêcher l'autre de devenir la puissance dominante de la région.

## **2c. Infrastructures, énergie et puissance**

Mais cette rivalité ne se limite pas à la dimension militaire ou sécuritaire. Elle possède aussi une dimension économique et géopolitique profonde, souvent moins visible mais tout aussi essentielle.

L'un des domaines les plus importants concerne le contrôle des routes énergétiques et commerciales. Grâce à sa position dans le détroit d'Ormuz, l'Iran occupe une place centrale dans la sécurité énergétique mondiale. Une part décisive du pétrole et du gaz mondiaux transite par cet espace. Cela donne à l'Iran un levier géopolitique considérable, comme en témoigne son blocage depuis le déclenchement de la guerre.

Israël, de son côté, a renforcé sa position grâce au développement de ses champs gaziers en Méditerranée orientale. Il veut devenir un acteur énergétique régional de premier plan à travers de nouveaux circuits énergétiques entre la Méditerranée, l'Europe et les pays arabes.

Deux espaces géopolitiques distincts mais interdépendants sont ainsi dessinés : d'un côté, le Golfe persique et les routes pétrolières liées à l'influence iranienne ; de l'autre, la Méditerranée orientale et les nouveaux axes énergétiques associés à Israël. L'énergie devient ici un instrument de puissance structurelle.

## **2d. Corridors commerciaux et compétition géopolitique**

La même logique existe pour les corridors commerciaux. Ces dernières années, les projets de connexion entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe ont acquis une importance géopolitique majeure. Ces routes ne sont pas simplement économiques : elles font partie de la compétition pour devenir les principaux pôles du commerce mondial.

L'Iran cherche à préserver son rôle de pont stratégique entre l'Asie centrale, le Golfe persique, le Caucase et l'Asie occidentale. Un autre exemple est le corridor international Nord-Sud (INSTC), qui relie l'Inde, l'Iran, la Russie et, plus largement, l'Europe du Nord. Dans ce système, l'Iran joue un rôle de véritable pont terrestre entre l'océan Indien et la mer Caspienne, puis vers la Russie et l'Europe.

Israël cherche à s'intégrer dans de nouveaux réseaux de transit grâce à sa coopération avec plusieurs pays arabes et occidentaux, comme des chaînes logistiques régionales reliant la Méditerranée orientale au Golfe, avec des projets de coopération portuaire, de transport maritime et de connectivité numérique liés aux Accords d'Abraham. Il y a aussi le corridor IMEC, qui relierait l'Inde aux ports du Golfe, puis, via l'Arabie saoudite et la Jordanie, aux ports israéliens comme Haïfa, avant d'atteindre l'Europe par la Méditerranée.

La concurrence pour la carte du commerce devient donc une concurrence pour la puissance régionale.

## **2e. Deux modes d'intégration dans l'économie mondiale**

À cela s'ajoute une différence fondamentale : leur mode d'intégration dans l'économie mondiale.

Israël est profondément intégré à l'économie occidentale et au système financier international. Il bénéficie pleinement des flux de capitaux, des transferts technologiques, de l'innovation et du commerce mondial.

L'Iran, au contraire, évolue principalement sous un régime de sanctions. Il s'oriente davantage vers des économies non occidentales — le Sud global —, vers des circuits commerciaux parallèles et des réseaux alternatifs de contournement des sanctions, ce qui est en soi un véritable business.

Le conflit ne porte donc pas seulement sur les missiles, la sécurité ou l'influence militaire. Il porte aussi sur la place de chacun dans l'ordre économique global.

### **3. Les États-Unis face à l'Iran**

#### **3a. La quête iranienne de la puissance régionale**

Quand on parle du conflit américano-iranien, il faut d'abord rappeler que l'Iran — plus précisément la République islamique d'Iran — est une puissance régionale capable d'exercer une influence bien au-delà de son espace immédiat. Mais son objectif principal n'est pas seulement d'exister comme puissance autonome. Elle cherche à obtenir une place dominante, reconnue et stable dans la structure régionale de pouvoir, selon ses propres conditions.

Autrement dit, l'État iranien — en tant que représentant du capitalisme iranien — ne se perçoit pas comme une simple puissance périphérique. La bourgeoisie iranienne a toujours eu cette conviction qu'à cause de sa taille territoriale, de sa démographie, de sa position géographique, de ses ressources naturelles, de ses capacités industrielles et de sa longue tradition étatique, il revient naturellement à l'Iran d'occuper une place centrale dans l'ordre régional.

Cette perception ne date pas de la République islamique. Elle existait déjà sous le règne du Shah, quand l'Iran possédait le titre « honorifique » de gendarme de la région. La République islamique n'a pas inventé cette ambition ; elle l'a reformulée dans un contexte international transformé.

Il s'agit donc d'une logique d'intégration hégémonique. La République islamique d'Iran ne cherche pas nécessairement à renverser l'ordre existant, mais à y être reconnue comme une puissance structurante, sans subordination, et à obtenir la part du lion.

Or, l'accès normalisé à cette position lui reste largement fermé. Parce que sa montée en puissance touche directement plusieurs piliers de l'ordre régional existant : l'architecture sécuritaire américaine au Moyen-Orient, les monarchies alliées des États-Unis, et surtout la centralité d'Israël.

Israël bénéficie en effet d'un statut d'exception structurel : une supériorité militaire garantie, une protection américaine et européenne permanente, une intégration privilégiée à l'ordre occidental, ainsi qu'une large tolérance internationale pour ses pratiques de domination colonisatrice et les crimes commis contre les peuples de la région.

Face à ce verrouillage, l'Iran cherche donc d'autres moyens d'accéder à cette reconnaissance stratégique.

#### **3b. Nucléaire, sanctions et rapport de force**

Là où l'Iran du Shah cherchait son ascension à travers une intégration classique au camp occidental — selon un modèle qui pouvait rappeler celui de la Corée du Sud —, la République islamique s'oriente davantage vers une logique comparable à celle de l'Inde ou de l'Afrique du

Sud de l'époque de l'apartheid : la puissance nucléaire comme instrument de reconnaissance stratégique.

Autrement dit, la capacité nucléaire devient un moyen d'imposer sa place dans un environnement international qui refuse de la lui accorder.

À cela s'ajoute la construction d'une profondeur stratégique régionale à travers ses alliances, souvent désignées sous le nom d'« axe de la résistance », ainsi que le développement d'un programme balistique destiné à garantir militairement cette volonté de puissance.

Il ne s'agit donc pas seulement de défense, mais d'une stratégie globale d'affirmation de puissance.

En parallèle, la crise de l'hégémonie américaine a produit partout un autre effet important : la montée d'autres puissances régionales. Au Moyen-Orient, l'affirmation de la Turquie et de l'Arabie saoudite a multiplié les centres de rivalité et rendu la compétition pour l'hégémonie régionale encore plus complexe. L'Iran ne fait donc pas face à un seul adversaire, mais à un système régional où plusieurs puissances cherchent simultanément à imposer leur centralité.

Dans ce contexte, la confrontation avec les États-Unis, en tant que garants de ce système refusant à la République islamique d'Iran sa place revendiquée, devient à la fois durable et presque inévitable.

### **3c. Un conflit aux dimensions mondiales**

Il s'agit d'un affrontement asymétrique entre une puissance mondiale et une puissance régionale. Mais ses effets dépassent largement le cadre moyen-oriental. La question iranienne touche directement à la crédibilité des alliances américaines, mais aussi aux rapports entre les États-Unis, la Chine et la Russie. La guerre américaine contre l'Iran n'est donc jamais simplement régionale. Elle affecte l'équilibre global des puissances. Cette dimension mondiale est moins visible dans le conflit israélo-iranien, où Israël combat avant tout un rival stratégique immédiat, un concurrent régional direct.

Pour les États-Unis, en revanche, l'Iran représente autre chose : la possibilité qu'un État régional cherche à s'intégrer dans l'ordre mondial à sa propre manière, par la force. Et c'est précisément cela qui leur pose problème.

Si l'objectif israélien est principalement l'affaiblissement — voire la destruction — de la puissance iranienne, l'objectif américain est un peu différent. Il s'agit moins de détruire totalement la puissance de l'Iran que de la maintenir, dans la mesure du possible, dans une position contenue : une puissance un peu influente peut-être, mais surtout non structurante, incapable de redéfinir les équilibres régionaux selon ses propres termes.

Dans les deux cas, israélien et américain, cependant, il s'agit bien de neutraliser une capacité de puissance. Les moyens employés par les Américains, comme ceux utilisés par les Israéliens, ne se limitent pas à la pression militaire directe. Ils incluent aussi la destruction ou l'affaiblissement de toutes les capacités de l'Iran, ainsi que la guerre économique permanente à travers les sanctions structurelles.

Les sanctions, ici, ne sont pas simplement des outils de punition. Elles servent à empêcher un État de transformer sa puissance potentielle en puissance réelle.

C'est pourquoi le conflit américano-iranien ne peut pas être compris uniquement comme une crise, par exemple autour de la question nucléaire. Il s'agit d'un affrontement beaucoup plus profond : un conflit sur la hiérarchie régionale, sur l'accès à la puissance et sur la possibilité, pour une puissance régionale comme l'Iran, de devenir un acteur structurant de l'ordre international sans passer par l'autorisation américaine.

## **4. La Chine et la question iranienne**

Quand on regarde la question chinoise dans le cadre du conflit autour de l'Iran, il faut d'abord partir d'un constat simple : avec la montée en puissance de la Chine et le retour possible de la Russie, l'Iran n'est plus seulement un problème régional. Il devient progressivement un acteur potentiel dans un rééquilibrage plus large du système international.

### **4a. L'enjeu énergétique**

Du point de vue de la Chine, l'Iran est un partenaire géoéconomique important, notamment sur le plan énergétique. La Chine dépend massivement des importations de pétrole et de gaz en provenance du Golfe. Même si les exportations pétrolières iraniennes vers la Chine restent bien inférieures à celles de l'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis, l'Iran demeure un acteur clé de la sécurité énergétique chinoise en raison de sa position stratégique dans le Golfe et le détroit d'Ormuz, passage essentiel des approvisionnements énergétiques chinois.

Certes, le pétrole iranien ne représente qu'environ 12 à 13 % des importations maritimes chinoises de pétrole, même si la Chine absorbe 80 à 90 % des exportations iraniennes, vendues à prix réduit en raison des sanctions. Mais l'importance stratégique de l'Iran pour Pékin tient surtout à son rôle central dans la sécurité des routes énergétiques du Golfe.

La Chine a donc un intérêt direct à éviter aussi bien l'effondrement de l'État iranien — quel qu'il soit, à condition qu'il demeure un partenaire — qu'une domination américaine totale sur cet espace.

### **4b. Les routes eurasiatiques**

Ensuite, il y a la dimension eurasiatique. L'Iran occupe une position géographique centrale entre plusieurs espaces majeurs : le Golfe persique, l'Asie centrale, le Caucase, l'océan Indien et les grands corridors terrestres eurasiens. Dans la logique des « nouvelles routes de la soie », cette position est essentielle. Sans stabilité en Iran, une partie importante de ces connexions devient fragile ou incertaine.

### **4c. Refus de l'interventionnisme américain**

Enfin, il existe une dimension politique et stratégique plus globale. La Chine ne cherche pas forcément à « défendre » la République islamique en tant que telle, mais elle refuse qu'un changement de régime imposé de l'extérieur, notamment par les États-Unis, devienne une norme internationale. Pour elle, cela reviendrait à renforcer la légitimité de l'interventionnisme américain dans le monde.

### **4d. Chine, États-Unis et équilibre mondial**

Il existe aussi un paradoxe important. Une guerre prolongée contre l'Iran peut, dans certains cas, affaiblir indirectement la position des États-Unis face à la Chine. En effet, un tel conflit consomme des ressources militaires importantes, épuise les stocks, détourne l'attention américaine vers le Moyen-Orient et réduit sa capacité de concentration sur la scène indopacifique, notamment face à la question de Taïwan.

Dans cette logique, frapper ou contenir l'Iran peut produire des effets contradictoires : cela peut affaiblir un rival régional, mais aussi, indirectement, renforcer la position stratégique de la Chine.

Au final, la gestion de la question iranienne dépasse largement le cadre moyen-oriental. Elle influence directement l'équilibre entre les États-Unis et la Chine.

## **5. En guise de conclusion**

En définitive, la guerre contre l'Iran ne peut pas être comprise comme un simple affrontement militaire ponctuel, ni même comme une crise strictement régionale. Elle s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus large de rivalités structurelles qui concernent à la fois la définition de « l'ordre régional » au Moyen-Orient et, au-delà, l'évolution de « l'ordre mondial » contemporain.

Le conflit israélo-iranien exprime d'abord une lutte pour l'hégémonie régionale. Il s'agit d'un affrontement entre deux puissances qui cherchent chacune à empêcher l'autre de devenir le centre organisateur du Moyen-Orient. Dans cette logique, la destruction des infrastructures civiles, industrielles ou scientifiques ne vise pas simplement un objectif militaire immédiat : elle s'inscrit dans une stratégie plus large de neutralisation durable des capacités de puissance d'un rival.

En parallèle, le conflit américano-iranien dépasse encore davantage cette dimension régionale. Il oppose une puissance mondiale qui cherche à maintenir un « ordre international » hiérarchisé à une puissance régionale qui tente d'y accéder selon ses propres conditions. La question iranienne devient ainsi un point où plusieurs dynamiques convergent : la crise de l'hégémonie américaine, la montée de nouvelles puissances régionales comme la Turquie ou l'Arabie saoudite, et l'émergence progressive d'un monde multipolaire marqué par le rôle croissant de la Chine et le retour possible de la Russie.

Dans cette configuration, l'économie n'est pas un domaine séparé de la guerre. Au contraire, les routes énergétiques, les corridors commerciaux, les sanctions, l'accès aux capitaux internationaux et aux technologies deviennent des instruments directs de puissance. La lutte pour la place de l'Iran dans l'ordre régional est donc aussi une lutte pour sa position dans l'économie mondiale.

Mais arrivons à l'essentiel : au-delà des rivalités entre États, ce sont avant tout la classe ouvrière et les couches laborieuses qui supportent le coût principal de ces conflits. En Iran, au Liban, dans les pays du Golfe, mais aussi en Afrique, en Asie et bien au-delà, la guerre signifie destruction, chômage, inflation, pénurie, répression et précarisation accrue. Les travailleurs en sont les premières victimes : ils et elles perdent leur emploi, subissent la hausse des prix, sont exposés aux violences directes des conflits et voient leurs capacités d'organisation collective encore davantage réduites dans un contexte de militarisation, de contrôle politique et de répression renforcée.

Cette guerre met ainsi en lumière une réalité constante du capitalisme contemporain : les affrontements entre puissances ne sont jamais seulement des jeux géopolitiques abstraits. Ils se traduisent toujours concrètement par une intensification de l'exploitation sociale et de la misère pour les populations laborieuses. Derrière les discours sur la sécurité, la souveraineté ou la stabilité, ce sont en réalité des rapports de force impérialistes qui redessinent la région au prix de destructions massives et durables.

Comprendre cette guerre implique donc de la replacer dans la logique profonde de la compétition pour la puissance, pour l'hégémonie et pour le contrôle des ressources, tout en

gardant au centre une réalité fondamentale : ce sont les peuples, et en premier lieu les travailleur.euse.s, qui en paient le prix.

Enfin, il est important de rappeler que la République islamique d'Iran — et plus largement le capitalisme iranien qu'elle administre — n'est pas une simple victime passive de cette configuration guerrière. Elle en est un acteur à part entière, engagé dans sa propre logique de puissance, de consolidation interne et d'influence régionale.

Sa confrontation avec Israël et les États-Unis ne peut donc pas être réduite à une simple « résistance » au sens moral ou politique du terme. Il ne s'agit pas uniquement d'une réaction à une injustice extérieure, à une guerre imposée. C'est aussi une politique d'État portée par une classe dirigeante qui réprime sa propre population, instrumentalise les conflits externes pour renforcer sa position externe et son contrôle interne, et cherche, elle aussi, à imposer sa place dans la hiérarchie régionale et mondiale.

**28 avril 2026**